

## DECLARATION NATIONALE DE LA BELGIQUE

- Le temps passe. Et nous n'avancions pas beaucoup. Cela devient préoccupant. Dehors, l'inquiétude monte. Ceux qui observent notre travail, et le commentent, sont de plus en plus pessimistes. Copenhague, disent-ils, pourrait être un échec.
- Nous avons perdu trop de temps à chercher des coupables. Nous nous sommes trop longtemps enlisés en débats de procédure. Il nous reste une journée, et deux nuits, et nous devons maintenant consacrer chaque heure, chaque minute, à rapprocher les points de vue.
- Personne, dans le monde, ne pourrait comprendre un échec. Personne ne pourrait comprendre que nous avons négocié pendant deux ans, que nous avons réuni ici, à Copenhague, une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement, des centaines de ministres, des milliers d'experts et de diplomates, et que tous nos efforts n'ont abouti qu'à une impasse.
- Personne ne pourrait comprendre que, alors que l'attente est immense, sur tous les continents, nous qui sommes réunis ici, nous qui avons soulevé tant d'espoir en annonçant Copenhague, nous qui sommes un monde en miniature, nous sommes incapables de nous entendre.
- Mon pays, la Belgique, est un petit pays. Il ne prétend dicter sa loi à personne. Nous avons beaucoup d'amis, en Europe, en

Afrique, en Asie et dans les Amériques. Nous avons beaucoup parlé avec nos amis, et nous mesurons les écarts, parfois abyssaux, qui nous séparent. Mais nous savons aussi que, malgré nos différences, nous avons une vision commune.

- Nous savons tous que Copenhague porte en elle une promesse. La promesse d'une économie nouvelle, riche de développement pour tous, d'innovation, d'emplois de qualité. La promesse d'une civilisation nouvelle, moins avide de consommation, plus respectueuse des fragiles équilibres de notre chère petite planète. Et la promesse d'une ère nouvelle dans les relations internationales, où la coopération remplace la rivalité, et où la solidarité se substitue à l'égoïsme.
- Nous avons tous entendu le cri d'alarme des scientifiques. Nous avons tous entendu les sourdes inquiétudes des peuples les plus menacés. Ils nous rappellent cet avertissement de Paul Valéry, à l'aube du vingtième siècle : « Nous autres civilisations, savons désormais que nous sommes mortelles ». Ne pas être capable, au milieu de cette clameur, de former un accord global, juste, ambitieux et complet, un accord qui, dès que possible, deviendrait légalement contraignant pour tous, serait une faute politique et morale.
- Dans le meilleur des mondes, un instrument légalement contraignant serait la meilleure réponse multilatérale au changement climatique, tablant sur l'architecture du Protocole de Kyoto et son acquis qui a prouvé sa valeur. Un instrument

juridique unique, élargi pour couvrir tous les éléments du plan d'action de Bali.

- Mais nous ne vivons pas dans le meilleur des mondes. Nous vivons dans le monde réel, qui est forcément fini et imparfait. Dans ce monde là, nous aurons peut-être un instrument juridique simple, peut-être une combinaison de plusieurs instruments juridiques complémentaires. Quel que soit le format, cet instrument légal doit assurer l'intégrité environnementale, basée sur une vision partagée, et guidée par la science.
- L'accord doit, évidemment, être équilibré. Tous doivent agir selon leurs possibilités et selon leurs responsabilités. Mais il doit, en tout cas, assurer l'intégrité environnementale à long terme, en calquant son niveau d'ambition sur les résultats robustes du GIEC. Ceci suppose que le pic de nos émissions soit atteint au plus vite, et au plus tard en 2020. Et que nos émissions globales soient réduites d'au moins 50% d'ici 2050, comparé à 1990. Et puisque la science progresse sans cesse, nous devons, nous aussi, nous donner les moyens de progresser sans cesse, en incluant dans notre accord une clause de révision, qui permette de tenir compte d'une révision complète des perspectives sur base du cinquième rapport d'évaluation du GIEC, avant 2016.
- La Belgique et l'Union européenne se sont engagées unilatéralement à réduire nos émissions de 20% à l'horizon 2020 comparé au niveau de 1990. Aujourd'hui, nous sommes prêts à passer à 30%, pour autant que les autres proposent des engagements comparables et des actions adéquates. A l'heure

qu'il est, les efforts annoncés sont très en-deça de ce que la science recommande. Si nous ne bougeons pas, Copenhague sera loin des ambitions collectives exprimées. Nous ne pouvons plus rester immobiles, à attendre que les autres sortent leurs cartes. Il faut que nous augmentions tous notre niveau d'aspirations. L'objectif de l'Union européenne ne peut, à lui seul, être à la hauteur du défi. Tous les autres pays développés doivent engager à des réductions d'émissions contraignantes comparables. Les pays émergents doivent traduire les actions très prometteuses qu'ils ont annoncées avant Copenhague en accords légaux contraignants.

- Tous les pays, sauf les pays les moins développés, doivent aussi contribuer équitablement aux coûts de la lutte contre le changement climatique, en particulier au bénéfice des pays les moins développés et des pays les plus vulnérables. Nous savons, nous les pays industrialisés, que nous avons commis beaucoup d'erreurs, et que nous portons une lourde responsabilité historique. Nous le reconnaissons, et nous voulons rompre résolument avec cette histoire faite de domination, d'exploitation déraisonnable des ressources naturelles, et de consommation sans entrave. C'est cela, l'esprit de Copenhague que nous appelons de nos vœux. Une chance à saisir, une opportunité unique, d'entrer dans un nouvel âge.
- Nous savons tous que, pour réussir cette transition, il faudra des moyens financiers. Parallèlement au financement public, les marchés peuvent aider à acheminer des investissements vers les pays qui en ont besoin. Nous sommes prêts à établir un

mécanisme financier efficace, par l'intermédiaire d'un « high level body » sous la direction de l'UNFCCC. Nous sommes prêts aussi à confirmer des actions immédiates et urgentes pour le financement à court terme. Ces moyens devraient être principalement consacrés à construire les capacités indispensables à l'adaptation et à la mitigation, y compris au mécanisme REDD+, et en particulier dans les pays les moins développés.

- Nous savons combien les forêts sont précieuses. Les plus grandes, les plus riches, celles qui constituent les poumons de notre chère petite terre, sont en danger. Tout en appartenant aux pays qui les hébergent, elles constituent un patrimoine universel. Nous le savons, et nous sommes prêts à nous engager pour la conservation des forêts, en particulier dans les pays comme ceux du Bassin du Congo, auxquels nous sommes si profondément attachés, et qui doivent être récompensés pour avoir su maintenir leurs forêts.
- Chers amis, à cette heure tardive, après des jours et des semaines de négociations ardues, nous pourrions avoir la tentation de nous laisser aller au pessimisme, au renoncement. Nous sommes pourtant très près du but. Certes, les différends sur les textes restent nombreux. Certes, ces dizaines de crochets qui lacèrent les textes reflètent des divergences de vue, et des conflits d'intérêts, qui sont loin d'être négligeables. Mais le plus dur est fait. Nous avons su, tous ensemble, reconnaître le fléau des dérèglements climatiques, après des décennies de controverse scientifique. Nous avons su nous décider à agir,

ensemble. Nous nous sommes forgés un langage. Nous avons su inventer les grands mécanismes qui nous permettront, demain, dans l'après-Copenhague, d'entrer résolument dans une nouvelle ère. Nous connaissons les possibilités et les difficultés de chacun. A la lumière de tout le chemin que nous avons parcouru, les obstacles qu'il nous reste à franchir sont peu de choses. Nous arrêter maintenant, si proches d'un but que nous partageons tous, serait un gâchis immense. Il suffit de quelques heures, d'un réflexe collectif, de petits mouvements de chacune des parties, pour que Copenhague entre dans l'histoire.

- Tout ne sera pas tranché dans les prochaines heures. Il restera beaucoup de travail après Copenhague. La Belgique aura l'honneur de présider l'Union européenne au second semestre de 2010, pendant la Conférence sur le Climat des Nations-Unies au Mexique où nous nous retrouverons tous. La dernière fois que nous avons présidé l'Union européenne, en 2001, nous avons contribué aux résultats des deux Conférences des Parties (COP 6bis et COP 7) qui ont conduit à l'adoption des Accords de Marrakech. Dès aujourd'hui, nous nous réjouissons de travailler avec chacun d'entre vous, tout au long de l'année 2010, pour donner forme définitive à l'accord que nous allons trouver, ici, à Copenhague, dans les heures qui viennent. Et dans dix ans, dans vingt ans, nous nous recroiserons peut-être, et nous pourrons nous dire, avec un petit éclat de fierté dans le fond de l'œil, « Tu te souviens, Copenhague, quelle magnifique victoire ».